



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 3036
9 octobre 2026
1,50 € • DOM: 2€



Le journal
d'Arlette Laguiller

Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Les jeunes montrent la voie



Manifestation du 6 octobre à Paris.

Budget

Un racket programmé

Pages 6 et 12

Brésil

Bolsonaro, le retour ?

Page 9

Europe

La chasse aux migrants continue

Page 16

Les jeunes en lutte

- Un mouvement que le pouvoir n'a pas pu arrêter 3
- Loi "casseurs-payeurs" : pour faire payer les manifestants! 3
- Lycéens : toutes les raisons de se révolter! 4
- Où est la vraie violence? 4
- Manifestations du 6 octobre : un grand succès 5
- Dans les lycées 6
- Syndicats : un appel tardif 6

Leur société

- Budget : des attaques programmées 7
- Armement : explosion des profits, pour l'instant 7
- Fisc : niches de riches 7
- Contre budget du RN : comme promis au Medef 10
- Les cibles changent, pas les procédés 10
- Procès Ménard : l'amour au temps du racisme d'État 10
- Prisons : toujours plus, toujours pire 10
- Les "rafles oubliées" de Marseille en 1943 11
- TotalEnergies : profiteur de guerre et fier de l'être 11
- Famille Peugeot 11
- Restos du cœur : la misère déborde 12
- Prime d'activité : souriez, vous êtes taxé! 12
- Lyon : 280 femmes et enfants menacés d'expulsion! 12
- Octobre rose : dictature des trusts 12
- Nantes : accident mortel 13

Dans le monde

- Ukraine-Europe : une "aide" mortelle 8
- États-Unis : exécution ratée, barbarie assumée 8
- Brésil : Bolsonaro, le retour 9
- Yémen : l'acharnement de la monarchie saoudienne 9
- Espagne : à défaut de se loger, on pourra voter... 16
- UE : la chasse aux migrants est ouverte 16
- CMA CGM : même pas la reconnaissance du ventre 16

Dans les entreprises

- Renault-Flins, Stellantis-Poissy 13
- Ind. électriques et gazières 13
- La Poste 14
- Sanofi 14
- CPF : à vos frais ! 14
- Dans les bulletins Lutte ouvrière 14
- Schaeffler - Toulouse 15
- Sodexo 15

Agenda

- Meeting et fêtes 3

Vive la mobilisation lycéenne, et faisons naître celle des travailleurs!

Partie de la banlieue parisienne, la mobilisation lycéenne s'est étendue à tout le pays. Dans les lycées généraux ou professionnels, les grandes ou les petites villes, la jeunesse crie sa révolte et son ras-le-bol face au mépris de ceux qui nous gouvernent. Elle a mille fois raison. Elle n'accepte plus de subir, et nous aussi, travailleuses et travailleurs, n'acceptons plus l'inacceptable!

Des discours sur l'éducation, la jeunesse et « l'égalité des chances » il y en a ! Mais de nombreux établissements sont vétustes, mal entretenus, avec des toilettes souvent impraticables. Les classes sont surchargées, comme les emplois du temps. On manque d'enseignants, d'infirmières, d'AESH. La sélection sociale est impitoyable. Et plus les établissements sont populaires, moins ils ont de moyens.

Les lycéens, à commencer par ceux des banlieues ouvrières, sont laissés pour compte et méprisés. Cette réalité doit nous révolter autant que les jeunes. Et ont-ils tort de dénoncer le racisme et les discriminations ? Bien sûr que non ! Les propos des policiers de Carcassonne, des paroles humiliantes et insultantes contre tous ceux qui ne seraient pas « Français de souche » l'ont cruellement rappelé.

Surtout, ne nous laissons pas intoxiquer par les images de violences que les médias diffusent en boucle. Il y a un vrai mouvement de révolte, avec de justes revendications. En focalisant sur les seuls casseurs, gouvernement, droite et extrême droite veulent salir et discréditer une révolte légitime.

Ce battage autour de la violence des jeunes est d'autant plus révoltant que la police, quand elle ne cherche pas à provoquer elle-même des incidents, intervient avec brutalité, multipliant les charges violentes, les plaquages, les arrestations arbitraires, comme lors de la mobilisation des gilets jaunes. Tout cela contre des jeunes de 14 à 18 ans qui tentent de bloquer leur lycée.

Un jeune, blessé par un tir de grenade lacrymogène presque à bout portant, est défiguré à vie. Un autre a été éborgné. Alors, si une partie de la jeunesse veut en découdre, à qui la faute ?

Aux revendications lycéennes plus que justifiées, le gouvernement répond par les gaz lacrymogènes et la matraque. Il tente de tuer la contestation dans l'œuf, parce qu'en réalité,

il n'a rien à proposer à la jeunesse.

Pour le plus grand nombre, ce sera une vie de précarité et de labeur, plus dure encore que celle de leurs parents, les missions d'intérim, les contrats d'apprentissage qui ne débouchent sur rien. Pour ceux qui veulent faire des études supérieures, décrocher une place à l'université relève du parcours du combattant. Et ces études ne sont même plus la garantie d'un bon salaire et d'un vrai emploi.

On répète aux jeunes qu'à peine nés ils héritent de 3 600 milliards d'euros de dette. Que le réchauffement climatique va devenir de plus en plus invivable, et qu'ils doivent retrouver la fibre patriotique et se préparer à la guerre, c'est-à-dire être partants pour aller, un jour, se faire trouer la peau. Vous parlez d'un avenir !

La jeunesse a cette qualité de ne pas supporter l'injustice. Elle n'y est pas encore habituée et elle rejette le fatalisme. Sa mobilisation doit nous servir d'électrochoc, parce que oui, il faut que cela change !

Les plus grands casseurs sont au pouvoir. Ils cassent les hôpitaux, l'éducation, les retraites. Et qui les arrête ? Rien ne justifie que le gouvernement et le grand patronat, compagnies pétrolières en tête, nous fassent les poches. Des milliards s'entassent dans les coffres-forts de la bourgeoisie. Il faut les réquisitionner pour les consacrer aux salaires, à nos conditions de vie, à l'éducation, la santé et l'avenir de nos enfants !

La première des choses est de se battre pour que le racket à la pompe à essence s'arrête, et pour que le Premier ministre Lecornu remballe sa copie budgétaire. Pas touche aux pensions de retraite, pas touche aux APL, aux allocations familiales, à la prime de rentrée scolaire, aux salaires des fonctionnaires, au remboursement des médicaments.

Réquisition des profits et des fortunes du grand patronat ! L'argent doit aller à l'éducation, pas aux marchands de canons !

Les lycéens ont ouvert la voie avec l'enthousiasme de la jeunesse. Ajoutons à leur révolte celle des travailleurs. Joignons-nous, nombreux, aux manifestations du 6 octobre et des jours qui suivront.

Nathalie Arthaud



Lycéens en tête de la manifestation à Belfort.

Un mouvement que le pouvoir n'a pas pu arrêter

En quelques jours, le mouvement lycéen a gagné tout le pays. Après avoir essayé de l'étouffer dans l'œuf, l'État ne ménage aucun effort pour tenter de l'arrêter.

Macron et Lecornu ont immédiatement sorti les grands moyens : intimidations, violences policières et répression judiciaire, outre le déchaînement des médias à leur service. Dès le 28 septembre, le mouvement lycéen faisant tache d'huile, les autorités ont choisi de faire intervenir leurs « forces de l'ordre » de manière massive et musclée. Le 29 septembre, celles-ci ont pris pour cible les lycéens

mobilisés dans quelque 400 établissements sur les 3 700 que compte le pays. Les lycéens ont dû affronter des déploiements policiers hors de proportion, des gazages au moindre mouvement, des coups et des interpellations particulièrement violents, voire la police à cheval dépêchée devant certains établissements comme à Sevran à plusieurs reprises du 29 septembre au 2 octobre.



Le soir du 29, le ministre de l'Intérieur Laurent Nuñez se targuait sur BFM-TV d'avoir fait procéder à 440 interpellations aux abords des lycées, soit plus d'un jeune interpellé par lycée mobilisé ! Nuñez s'est alors félicité que « deux tiers [aient] donné lieu à des gardes à vue ». Le gouvernement voulait que les jeunes sachent bien que manifester pouvait les conduire en prison, avec le lot d'humiliations et même de coups qui en découle. Ainsi 1 954 jeunes ont été interpellés jeudi 1^{er} octobre ; 1 747 autres vendredi 2 octobre, etc. Au total, plus de 6 000 interpellations étaient comptabilisées lundi 5 octobre au soir, dont une très grosse majorité transformées en garde à vue. C'est qu'un mouvement de la jeunesse peut commencer à ébranler toute la société. Les Macron, Lecornu, Nuñez, etc., le savent pertinemment et veulent l'en empêcher.

En parallèle de la répression, le gouvernement a mené une campagne acharnée pour disqualifier la

mobilisation. Les ministres se sont relayés sur les plateaux de télévision pour parler de la « violence des jeunes » et d'« émeutes urbaines ». La multiplication des images sur des feux de poubelles ou des barricades en pleine rue a été préférée à celles des jeunes défigurés par des tirs de LBD ou des grenades. L'incendie de l'entrée d'un lycée à Nantes a été, sans aucune preuve, attribué aux jeunes mobilisés. La volonté de faire peur et de créer une coupure entre les jeunes révoltés et le reste de la population était patente.

La même campagne a visé à culpabiliser les parents eux-mêmes et à les intimider. « Faites votre boulot de parents » a déclaré le préfet des Pyrénées-Orientales, à l'adresse des familles des

jeunes mobilisés. Les mêmes responsables politiques qui cautionnent le délabrement général des établissements n'ont de cesse de brandir le coût des dégradations de « biens publics » lors des journées de manifestation en menaçant de faire payer les familles.

Les préfetures ont reçu la consigne de fermer purement et simplement de nombreux lycées. Le but était évidemment d'empêcher les jeunes de se retrouver, de discuter entre eux et de s'organiser.

Le pouvoir sait visiblement quelle puissance peut avoir un mouvement de la jeunesse. Mais celui-ci peut aussi y puiser les moyens de devenir de plus en plus conscient.

Marlène Stanis

Loi “casseurs-payeurs” : pour faire payer les manifestants !

Face à la contestation grandissante dans la jeunesse, le gouvernement accélère la discussion de son projet de loi « casseurs-payeurs », désormais inscrit à l'ordre du jour du Sénat courant octobre.



Les ministres se relayent sur les plateaux de télévision et devant les micros pour dire leur indignation. Ce ne sont pas les élèves entassés dans des classes trop petites, les internats décrépis ou les heures de cours perdues faute de professeurs qui leur font pousser des hauts cris. Non, ce qui les préoccupe est que la loi n'autorise pas encore à faire payer aux manifestants le fait d'avoir voulu manifester.

En effet, aux yeux de Lecornu, la loi anticasseurs d'août 2019, si elle permet de s'attaquer au droit de manifester par différents moyens, ne fait pas assez payer les supposés casseurs. Le gouvernement prévoit donc d'infliger une amende allant jusqu'à 10 000 euros à toute personne jugée proche d'un groupe ayant commis des dégradations, sans qu'il soit nécessaire de prouver qu'elle en est elle-même l'auteur. C'est tout l'inverse de la loi sur la présomption de légitime défense des forces de police, surnommée « permis de tuer », adoptée en juillet dernier. Aux policiers à la gâchette facile la présomption d'innocence, aux manifestants la présomption de culpabilité ! Pour couronner ce pas répressif supplémentaire, le gouvernement veut pouvoir

prélever sur les allocations familiales ou l'aide au logement le montant des dommages réclamés.

Pour justifier ces mesures anti-pauvres et anti-manifestants, le gouvernement dit qu'il serait insupportable que toute la population paye les dégâts occasionnés par les « casseurs ». Mais c'est sa politique au service du grand patronat qui dégrade massivement les conditions de vie de millions de familles populaires. Les dirigeants, responsables de la casse des emplois, de la casse des services utiles à la population, de la casse de l'avenir de toute une partie de la jeunesse ne se considèrent comme responsables de rien, mais veulent ainsi faire taire ceux qui se dressent contre leur politique. De quoi redonner du carburant à la révolte des jeunes et, espérons-le, de leurs parents !

Nadia Cantale

Réunions publiques avec Nathalie Arthaud

Saint-Quentin

Mardi 13 octobre à 18 h 30

Salle Europe
Rue Henri-Barbusse

Douai

Mercredi 14 octobre à 18 h 30

Maison des Associations
Avenue des Potiers

Maubeuge

Jeudi 15 octobre à 18 h 30

Salle des fêtes de Douzies
10, avenue Victor-Hugo



Fêtes de Lutte ouvrière

Orléans

Samedi 10 octobre

à partir de 14 heures

à Fleury-les-Aubrais

Débat à 17 heures

avec Jean-Pierre Mercier

Grenoble

Samedi 10 octobre

à partir de 14 heures

Salle des fêtes d'Échirolles

Strasbourg

Samedi 10 octobre

à partir de 15 h 30

à Neudorf

Débat à 17 heures

avec Nathalie Arthaud

Saint-Pierre-des-Corps

Samedi 17 octobre

de 14 h 30 à minuit

Salle des fêtes

Le Mans

Samedi 17 octobre

à partir de 17 heures

Salle Pierre-Guédou

Débat à 18 h 30

avec Jean-Pierre Mercier

Toulouse

Samedi 17 octobre

de 18 heures à minuit

et dimanche 18 octobre

de 11 heures à 18 heures

à Ramonville-Saint-Agne

Débat avec Nathalie Arthaud

samedi à 18 heures

Bordeaux

Dimanche 18 octobre

à partir de 11 heures

Salle Victor-Hugo à Cenon

Débat à 15 heures

avec Nathalie Arthaud

Lycéens : toutes les raisons de se révolter !

Si la contestation, partie de quelques lycées de la banlieue parisienne, s'est propagée aussi rapidement à tout le pays, touchant des villes petites ou grandes, les lycées des quartiers populaires comme ceux des centres-villes, c'est parce qu'elle a des causes profondes.

Les lycéens ont d'abord formulé des revendications matérielles : classes surchargées, professeurs non remplacés, manque d'infirmières, fuites depuis les toits, toilettes insuffisantes ou dégradées, salles inadaptées, dans lesquelles les températures peuvent dépasser 35 °C dès le mois de mai. Les ministres, qui gèrent le personnel, et les présidents de région, qui gèrent les bâtiments, invoquent la hausse régulière des budgets. Pourtant, bien des lycées n'ont pas été rénovés depuis des décennies et, quand ils l'ont été, les bâtiments ou les équipements se sont rapidement usés. En outre, l'envolée du coût de l'énergie absorbe une grande part des budgets et, si celui de l'Éducation nationale a augmenté de 20 % en dix ans, celui de l'armée a augmenté de

100 %, ce qui fait dire aux manifestants : « *De l'argent pour les lycées, pas pour l'armée !* » Par ailleurs, alors que trop de cours ne sont pas assurés, le nombre d'enseignants dans les collèges et les lycées a diminué depuis 2008 bien que 250 000 élèves supplémentaires soient scolarisés.

Les lycéens dénoncent aussi la pression et le stress générés par Parcoursup, cette plateforme numérique qui organise la sélection pour accéder à l'enseignement supérieur, reléguant la grande majorité des jeunes des classes populaires dans des filières qu'ils n'ont pas choisies. Des dizaines de milliers d'entre eux les quittent sans diplôme. Dans une société où même un bon diplôme ne garantit ni un emploi ni un bon salaire, il y a de quoi être inquiet. Il y a surtout de quoi être révolté quand



on comprend, à 15 ans ou à 16 ans, que l'avenir que la société offre à toute votre génération est celui de la précarité permanente. Parmi des milliers d'autres, des pancartes résumaient ces sentiments dans les manifestations : « *On veut un avenir* » ou « *Quelle époque de merde* » !

Ces lycéens, dont les parents sont confrontés à la flambée des prix, aux menaces de perdre leur emploi, aux journées de travail à rallonge, sentent bien que, sans changement profond,

leur propre vie sera encore plus dure. Ils n'acceptent pas de vivre dans un monde où le climat a été détraqué parce qu'une poignée de capitalistes est prête à détruire la planète pour augmenter ses profits. « *Si nous brûlons, vous brûlerez avec nous* », affirmait une pancarte. Ils n'acceptent pas non plus le mépris, le racisme et les injustices : « *Qui sème le mépris, récolte la*

colère », disaient certaines fort justement.

Cette colère a commencé à s'exprimer. Les manifestations des lycéens ont été un succès le 6 octobre malgré les campagnes de dénigrement et de désinformation du gouvernement et de nombreux médias. Elles ont déjà eu l'immense mérite d'avoir porté ces questions sur le devant de la scène et d'avoir commencé à politiser, à vitesse accélérée, une nouvelle génération. Le succès du 6 octobre, avec des centaines de milliers de manifestants dans tout le pays, doit encourager les jeunes à s'organiser, à poursuivre les discussions sur les voies et les moyens de mettre un terme à la folie de ce système. Mais la solution ne pourra pas venir de la seule jeunesse : les travailleurs devront aussi s'inspirer d'elle pour refuser de subir et relever la tête.

Xavier Lachau

Où est la vraie violence ?



Le 6 octobre, à Paris.

Les images de poubelles brûlées, de tirs de mortiers d'artifice et de dégradations du mobilier urbain tournent en boucle dans les médias, avec comme message : la violence est du côté des jeunes. Alors qu'en réalité la pire des violences est bien celle du gouvernement et de la société.

Parallèlement au matraquage policier, un autre matraquage, audiovisuel celui-là, sature les ondes. Rien d'étonnant car, derrière les calomnies des journalistes, il y a leurs patrons milliardaires tels que Saadé ou Bolloré. Car il s'agit bien de

cela : de la défense de l'ordre établi, c'est-à-dire des injustices les plus violentes. Car la société est foncièrement violente avec les pauvres. Les licenciements et les expulsions de logement, c'est violent. La pauvreté, c'est violent. Jeter des jeunes en

dehors du système scolaire sans bagage, sans considération, c'est violent !

Après, comment imaginer qu'une partie des jeunes, condamnés aux conditions scolaires que le mouvement dénonce, aux contrats au rabais dans une société qui ne leur réserve pas d'autre place, n'exprime pas sa frustration et sa colère, y compris parfois en mettant le feu à du mobilier urbain, celui dont ils sont les usagers ? Les lycéens qui se mobilisent doivent faire face à des charges policières extrêmement violentes. Il est difficile parfois de tracer une limite entre ce qui est une action de défense et ce qui est de la violence pour la violence.

La campagne en cours vise à traiter de délinquants ceux qui contestent car ils ne se contentent pas de ce qui serait toléré, une contestation encadrée et sans lendemain. Chacun sent bien que les gouvernements se moquent des contestations bien délimitées comme de leur premier 49.3. Et, dès



qu'un mouvement naît, la police est là pour tenter d'empêcher qu'il ne prenne de l'ampleur.

Chaque travailleur qui a connu une grève sait que la police est là pour protéger le patron, l'entreprise, pas les salariés. Au cours de la révolte de mai-juin 1968, les étudiants lançaient des pavés sur les policiers qui eux-mêmes s'étaient fait remarquer par leur violence contre les Nord-Africains durant la guerre d'Algérie à peine quelques années auparavant. En mai 68, il y eut plusieurs morts parmi les étudiants et les ouvriers du fait des charges et des tirs policiers.

Alors oui, mettre sur le même plan les gestes de rage des lycéens, voire les actes de vandalisme même les plus stupides, et les mutilations

calculées des policiers, les blessures, les charges terroristes, revient à justifier l'ordre établi.

Bien sûr, les feux de poubelle et les affrontements avec les policiers ne renforcent pas le mouvement des lycéens mobilisés. Mais surtout, ils peuvent décourager certains d'entre eux d'autant que la police profite de n'importe quel jet de caillou ou même de bouteille plastique pour lancer des gaz lacrymogènes et disperser les rassemblements.

La vraie radicalité est d'arriver à être nombreux et à s'organiser pour rendre le mouvement plus conscient et faire qu'il puisse décider collectivement ce qu'il fait et ne fait pas. Et c'est bien cette organisation que le gouvernement craint.

Thomas Baumer

Manifestations du 6 octobre : **un grand succès**

En rassemblant entre 260 000 et 450 000 manifestants dans tout le pays, les lycéens, rejoints par des étudiants, des parents d'élèves, des enseignants ou d'autres salariés de l'Éducation nationale, des militants syndicaux et des petits groupes de travailleurs, ont fait une belle démonstration.

Ceux que le gouvernement n'a cessé de présenter comme des casseurs ont brandi sur des milliers de pancartes leurs revendications, leur refus de l'avenir bouché que la société leur promet. Ils ont scandé force de slogans contre la police qui les a frappés dès qu'ils bloquaient un lycée et contre le RN dont les idées xénophobes et racistes les

révulsent. Tous ceux qui ont participé à ces manifestations ont été regonflés par l'énergie dégagée par la jeunesse et senti que ce n'était qu'un début. Une nouvelle journée de manifestations se prépare dès jeudi 8 octobre.

Quant au gouvernement, il est confronté à une contestation qu'il ne sait pas comment arrêter. Après avoir

fait donner les matraques policières, avoir accusé LFI et d'autres partis de manipuler les lycéens, avoir fermé de nombreux lycées, le Premier ministre a annoncé une banalisation des cours pendant trois jours pour organiser « un temps d'échange démocratique ». Mais finalement, il est revenu sur sa proposition tant elle semblait irréalisable pour demander aux chefs d'établissements d'organiser une demi-journée de discussions avec les jeunes afin qu'ils se sentent entendus. Comme si cela pouvait suffire !

Par ailleurs, Nuñez, après avoir longuement



justifié la violence des forces de police, a annoncé mardi avoir interdit aux policiers l'usage des grenades assourdissantes contre les lycéens. Il faut dire que c'est bien l'une d'entre elle qui est responsable de la main arrachée du jeune à Lens.

Les postures, les manœuvres et la fébrilité du pouvoir ne peuvent qu'encourager la jeunesse à étendre son mouvement et les travailleurs à discuter partout de la nécessité d'entrer à leur tour dans l'arène.

X. L.

À Paris

Un cortège très compact de plusieurs dizaines de milliers de manifestants a marché deux heures et demie durant, occupant boulevard et trottoirs entre la place de la République et la place de la Nation.

Les jeunes, lycéens ou autres, étaient partout, en tête et dans les cortèges syndicaux dont l'ordonnement a été un peu bousculé. Il y avait peu de banderoles, mais beaucoup de pancartes en carton critiquant les emplois du temps trop chargés,

l'avenir bouché : « *La jeunesse brûle et vous regardez ailleurs* », Parcoursup : « *génération perdue, génération révoltée* », les violences policières : « *Les lycéens visent le bac, la BAC vise la tête* » ou « *La police déteste tout le monde* » et contre le RN.

Lutte ouvrière était présente le long du cortège, avec notre camarade Nathalie Arthaud, sous une banderole affichant « *Vive la mobilisation de la jeunesse, travailleurs, redressons la tête !* »

À Lyon et à Belfort

Une manifestation massive a regroupé entre 20 000 et 30 000 personnes à Lyon. De nombreux lycéens ont brandi des pancartes avec des slogans résumant leur révolte telles que « *Un prof pour 35 élèves, et 5 CRS pour un lycéen* » ou « *qui sème le mépris, récolte la colère* ». Des lycées sont venus en petit cortège avec des professeurs et des surveillants. Des parents ont tenu à manifester avec les jeunes, en soutien à leurs revendications. Tous ceux qui ont participé à cette journée se sont sentis encouragés et beaucoup pensent bien que ce n'était qu'un début !

Dans bien d'autres villes aussi, les manifestations ont été fournies. À Belfort, par exemple, ils étaient 700 participants avec en

tête environ 300 lycéens, rejoints par une centaine d'étudiants de l'IUT. Leur banderole de tête et de nombreuses pancartes dénonçaient les violences policières, les mensonges répandus dans les médias ; soutenus par des enseignants, des parents travailleurs et employés, des syn-

de la CGT de tous les secteurs et notamment les Territoriaux, l'hôpital. Durant les jours précédents, les blocus de lycées avaient continué et s'étaient propagés à la plupart des établissements de toutes petites villes, malgré, partout, une présence policière provocante.

Correspondants LO



À Paris.



À Nantes.

dicalistes principalement

Lycée Gutenberg – Créteil : le ministre est de sortie... les lycéens aussi !

La mobilisation au lycée Gutenberg de Créteil a démarré vendredi 25 septembre. Après un premier blocage, le lycée recevait lundi 28 le recteur et le ministre de l'Éducation, Edouard Geffray qui, à peine sorti de l'entretien avec le personnel, n'a rien trouvé de mieux que de s'exprimer sur la violence des lycéens face à BFM. Le parvis du lycée affichait une autre version avec environ 200 lycéens rassemblés avec leurs pancartes. Au sentiment d'être mis de

côté par parcoursup s'est ajouté ce matin-là le mépris du ministre qui n'a même pas cherché à rencontrer les lycéens. Face aux 17 cars de CRS présents, les jeunes ont montré qu'ils étaient là pour s'exprimer et ont refusé de réagir à la provocation quand on les a poussés à évacuer le portail du lycée.

Toute la semaine, les discussions ont été fournies, sur les classes surchargées, sur des mois passés parfois sans professeur d'histoire, mais aussi sur le budget de l'Éducation nationale

comparé à celui de l'armement, sur les familles qui ne s'en sortent plus financièrement, le capitalisme qu'il faudrait renverser... Ni cette présence policière ni les quelques tirs de mortier d'artifice par des jeunes extérieurs n'ont effrayé les lycéens.

Sentant le danger d'une jeunesse qui se politise, la préfecture a fermé le lycée à partir du 2 octobre, sous prétexte de « violences » qu'elle aurait bien du mal à expliciter.

Correspondant LO

Guyane : ça démarre

En Guyane, le mouvement des lycéens a démarré jeudi 1^{er} octobre au lycée 4 Sonia-Francius de Saint-Laurent-du-Maroni.

Dans ce lycée, pourtant flambant neuf (il a ouvert à la rentrée... après deux ans de retard de travaux), les problèmes sont nombreux : emplois du temps surchargés, pas de locaux pour le sport et aucune possibilité pour les élèves qui ne peuvent rentrer chez eux de manger sur place à la pause méridienne.

Le lendemain, c'était au tour des lycéens de Bertène-Juminer, toujours à Saint-Laurent, de bloquer leur établissement. Ils dénoncent les bâtiments non climatisés, les ateliers où le matériel manque et les salles sans vidéoprojecteurs.

Ce n'est pas un hasard si c'est dans l'Ouest que le mouvement a débuté. Dans ce secteur, les établissements sont surchargés et beaucoup sont vétustes. Bien

des enseignants avaient déjà dénoncé le manque de moyens dans l'éducation. Mais on le constate en réalité dans toute la Guyane. Au cours des derniers mois, toutes les semaines ont vu une grève du personnel, enseignant ou autre, dans les établissements. Le mouvement lycéen est l'occasion de poser le problème au niveau général et non plus local.

Lundi 5 octobre, les lycées de Cayenne, Remire-Montjoly et Kourou ont été bloqués, mais la gendarmerie est intervenue très tôt, parfois même avant l'arrivée des élèves, pour tenter de tuer le mouvement dans l'œuf.

Au lycée Melkior-et-Garré de Cayenne, un bâtiment en travaux depuis un an menace de s'effondrer alors même qu'il y a encore

des cours. Le préfet s'est déplacé avec un grand renfort de gendarmerie pour impressionner les élèves, mais cela a été peine perdue... *« Il a préféré nous expliquer combien ça coûte de faire venir tous ces policiers, au lieu d'écouter les élèves »*, a dénoncé une lycéenne.

La mobilisation continuait à s'étendre mardi 6 octobre. La Guyane est dans un état de sous-développement et de délabrement inacceptable, pas seulement dans les établissements scolaires mais aussi pour ce qui est des hôpitaux, des logements, des routes, etc. Les fusées Ariane décollent au-dessus des bidonvilles !

Les jeunes montrent la voie et il est à souhaiter que la combativité gagne le reste de la population, ce que les autorités craignent manifestement.

Correspondant LO



Devant le lycée Bertène-Juminer en Guyane, le 2 octobre.

Lycée Guillaume-Apollinaire – Thiais : ce n'est qu'un début !

Jeudi 1^{er} octobre, les élèves du lycée Guillaume Apollinaire à Thiais dans le Val-de-Marne ont organisé un blocus pour dénoncer le manque de moyens dans l'éducation.

Les enseignants de l'établissement les ont rejoints en se mettant en grève.

Les lycées alentour ayant commencé un mouvement de contestation, la rumeur de blocus a été prise au sérieux par les autorités. En effet, dès le 29 septembre au matin, la police fouillait systématiquement les sacs des élèves à l'entrée.

Malgré cette opération d'intimidation, le jeudi matin, les élèves sont parvenus à se rassembler pour faire entendre leurs

revendications. *« Pas de clim, pas de chauffage, 35 par classe. Mais c'est sûrement à cause du téléphone »*, *« La jeunesse emmerde le mépris »*, *« On manque nos leçons pour vous en faire une »*... pouvait-on lire sur les pancartes réalisées pour l'occasion. Ils ont dénoncé le manque d'un infirmier dans l'établissement, le manque d'AESH et la faiblesse de leur salaire, le matériel vétuste...

Les enseignants, réunis en assemblée générale et partageant les mêmes

revendications que leurs élèves, votaient la grève pour le jour même. Encouragés par la réussite de cette mobilisation, lycéens et enseignants prenaient rendez-vous le lendemain matin pour poursuivre la contestation. Mais, le soir même, sans qu'il y ait eu aucun heurt au cours de la journée, un arrêté préfectoral annonçait la fermeture du lycée.

La contestation sociale est un virus enthousiasmant... Il n'était donc pas question de se laisser confiner. Aussi les enseignants ont-ils décidé de s'organiser pour la mobilisation du 6 octobre.

Correspondant LO

Dans les lycées de Mayotte

À Mayotte, l'ordinaire scolaire est fait de classes surchargées de 38 élèves et surchauffées, sans climatisation ni ventilateur, par 35 °C à l'ombre. Il s'y ajoute les locaux vétustes, le manque de mobilier, de chaises et de tables, des toilettes inexistantes ou repoussantes, des espaces communs insalubres. Les professeurs manquent dans plusieurs matières avec un déficit de salles, des emplois du temps troués et des journées à rallonge, les infirmières scolaires sont en nombre insuffisant.

Les élèves du lycée

Bamana, qui ont posé leurs revendications, se sont entendu répondre par la direction que la saleté des sanitaires était due à leur comportement, que la surcharge des classes s'explique par le *« contexte social de l'île »*, que le manque d'enseignants découle de l'insuffisance de candidatures et qu'*« une infirmière suffirait »*... De quoi donner envie de continuer la mobilisation ! Elle n'a pas manqué de se faire lundi 5 octobre avec le blocage du lycée dès 6 heures du matin...

C.D.

Syndicats : un appel tardif

Une intersyndicale, regroupant entre autres la CFDT, la CGT et FO, a appelé, le 5 octobre, les salariés du privé et du public, ainsi que les retraités et les jeunes, à faire grève et à manifester... le jeudi 5 novembre.

Lors de la précédente journée de grève et de manifestation du 29 septembre appelée par les syndicats de la fonction publique et quelques syndicats du privé, 300 000 manifestants avaient défilé dans le pays contre les hausses de prix et pour des augmentations de salaire. Les directions syndicales appellent, cette fois, tous les salariés, ceux du public comme du privé, à se mobiliser. Il est évident que la force des travailleurs est d'être unis dans les luttes.

Cet appel survient alors que des milliers de jeunes des lycées, en particulier des lycées des quartiers populaires, se révoltent contre la baisse des moyens alloués à l'école. Dans bien des entreprises aussi, des travailleurs peuvent être tentés de

joindre leur révolte à celle de la jeunesse. Quand les directions des confédérations syndicales n'appellent à se mobiliser que le 5 novembre, c'est donc une date qui, dans le contexte, paraît tardive alors que la guerre sociale que le grand patronat mène contre les travailleurs ne marque aucune pause.

Quant à la secrétaire de la CGT, Sophie Binet, elle a déclaré : *« Hier, lundi, c'étaient les fonctionnaires et les pompiers, jeudi les lycéens et étudiants et étudiantes... les salariés du secteur de la petite enfance seront mobilisés ainsi que les salariés de Total. La semaine prochaine, ce sont les retraités qui entrent dans la danse pour dénoncer le gel des pensions. »*

Au lieu d'énumérer ces journées d'action soigneusement fragmentées, l'heure n'est-elle pas à appeler les travailleurs à présenter un front commun ? Ce n'est visiblement pas plus dans le logiciel de la CGT que dans celui des autres centrales.

Aline Retesse



Budget: des attaques programmées

Le 1^{er} octobre, le gouvernement a présenté le projet de budget de l'État et celui de la Sécurité sociale pour 2027. Les deux sont orientés vers les mêmes cibles.

Les retraités seront les premières victimes de ces budgets. Certains vont devenir imposables et d'autres, qui le sont déjà, vont voir leurs impôts augmenter. Selon ce projet, ceux dont les revenus, retraite complémentaire comprise, dépassent 1 260 euros par mois n'auront pas de revalorisation cette année, malgré l'augmentation des prix. Ce sera clairement jeter encore plus dans la pauvreté des travailleurs ayant trimé toute leur vie et qui se retrouveront avec une pension minable. Ce n'est pas

une petite attaque puisque le gouvernement parle de récupérer ainsi 5,5 milliards à leurs dépens.

Cinq autres milliards sont pris sur la santé de l'ensemble des travailleurs, en activité ou retraités. Cela commence par un nouveau transfert du remboursement, assuré aujourd'hui par la Sécurité sociale, de dépenses de médicaments, de transports sanitaires et de frais hospitaliers vers les mutuelles qui augmenteront en conséquence leurs cotisations. Les indemnités journalières sont elles

aussi dans le viseur au moyen d'une mesure crasse prise aux dépens de celles et ceux qui sont arrêtés en longue maladie, en accident du travail ou en maladie professionnelle. Les hôpitaux devront continuer à faire plus avec moins.

Lecornu propose la généralisation de ce qui est un vol dans les poches des classes populaires. Les allocations familiales seront gelées, tout comme les APL, pendant que se prépare la réduction de 600 millions d'euros de l'allocation de rentrée scolaire 2027. De même, le salaire de six millions de fonctionnaires, dont une grande partie sont payés quasiment au smic et parfois en dessous,



va être gelé encore une fois cette année.

Pour justifier l'injustifiable, le gouvernement prétend qu'il va mettre aussi le patronat à contribution. Il est annoncé une restriction des exonérations de cotisations sociales accordées aux employeurs, ce qui rapporterait à l'État 3,7 milliards d'euros mais, comme le souligne la CGT, il en restera 75 à récupérer dans les caisses patronales. Il est question

aussi d'une taxe antiobésité qui serait prélevée sur les produits sucrés. Au cas où elle ne serait pas enterrée, comme ce fut le cas d'un projet semblable il y a deux ans, elle sera répercutée sur les consommateurs, averti l'association des patrons des industries alimentaires.

Le budget proposé par Lecornu est un budget de guerre... contre les classes populaires.

Jean Sanday

Armement: explosion des profits, pour l'instant

Alors que le gouvernement Lecornu parle de « projet » de budget et que le ministre de l'Éducation a modifié le sien sous la pression, la Défense a déjà publié ses chiffres.

Manifestement, ce minuscule et volumineux *Projet annuel de performance 2027* ne souffre ni discussion, ni contestation et sera réalisé, quels que soient les aléas de la politique gouvernementale et même le résultat de la prochaine élection présidentielle. Les crédits de paiement sont de 63,4 milliards d'euros, en augmentation de 6,5 milliards sur un an. Ce chiffre astronomique, le premier poste de dépenses de l'État après la charge de la dette, ne tient même pas

compte des pensions de retraite des militaires. Celles-ci, d'un montant annuel de 10 milliards d'euros, ne semblent d'ailleurs pas trop onéreuses aux ministres, députés et commentateurs qui affirment à tout bout de champ que celles des travailleurs ruinent les finances publiques.

Les autorisations d'engagements, c'est-à-dire les commandes pour les années suivantes, sont de 78,7 milliards d'euros. Il s'agit « d'augmenter les stocks de

munitions, de renforcer les capacités opérationnelles et de développer la résilience nationale ». Ce dernier point consiste à mettre en condition la population qui, selon les mots du chef d'état-major, doit être prête à sacrifier ses enfants.

Les intérêts des marchands de canons, eux, sont loin d'être sacrifiés et 27 milliards d'euros de ce budget leur sont réservés. Ils iront arrondir les dividendes des actionnaires de Dassault, Thales, Naval Group, Airbus et autres MBDA. La préparation de l'apocalypse nucléaire ne coûte quant à elle que 6,6 milliards d'euros, sans doute compensés par le titre *Engagement pour la transition écologique* dont le montant n'est toutefois pas donné et qui est peut-être simplement une forme d'humour militaire.

Pour fêter cette publication, le sous-marin nucléaire *Le Vigilant* a tiré un missile balistique M51 de dernière génération au large de la Bretagne, mardi 6 octobre au matin. La marine nationale s'est félicitée de la réussite du tir et a toutefois précisé que le missile ne portait pas de tête nucléaire. Pour cette fois, sans doute.

Paul Galois



Fisc: niches de riches

Dans le cadre des économies qu'il programme pour 2027, le Premier ministre avait évoqué la possibilité de s'en prendre aux quelque 470 « niches fiscales » signalées comme coûteuses ou obsolètes par la Cour des comptes.

En fait, quelle surprise !, les plus grosses niches sont pérennisées. Le crédit impôt recherche, qui permet aux grandes entreprises de récupérer une bonne partie de leur mise sous prétexte d'innovations ou d'études prospectives et pèse 7,4 milliards par an sur le budget (133 millions pour Renault et 63 pour Stellantis), est totalement maintenu. Le crédit d'impôt sur le service à la personne, intéressant pour qui emploie non seulement une garde d'enfant mais un jardinier, une cuisinière ou un majordome, l'est également, au prix de 7,1 milliards. Le « pacte Dutreil » qui réduit des trois quarts l'imposition sur la transmission d'une entreprise à ses descendants – 3,8 milliards – est intouchable.

Pire, malgré la catastrophe climatique, les mécanismes d'exemption fiscale dangereux pour la planète et ses habitants sont prorogés. En 2023, ils avaient été estimés par la Cour des comptes à la somme colossale de 19 milliards. Entre exemption sur le kérosène,

qui profite aux propriétaires de jets privés et aux compagnies aériennes, celle sur le gazole non routier, dont les capitalistes de l'agriculture et du BTP sont les plus gros bénéficiaires, et celle à la taxe au tonnage du transport maritime, qui intéresse au plus haut point le géant CMA CGM, une douzaine de milliards par an partent en fumée... mortifère.

Alors, une fois les niches des riches épargnées, le réchauffement climatique aggravé, où prendre l'argent ? En augmentant un peu la contribution exceptionnelle sur les bénéfices des très grandes entreprises ? Que non, elle va au contraire être réduite de 30 %. Il reste donc la grande majorité de la population, les travailleurs et anciens travailleurs.

Les retraités verront donc, dans leur grande majorité, leur revenu baisser par rapport à l'inflation puisque non revalorisé et même amputé à la suite de la suppression de l'abattement de 10 %, les malades et accidentés du travail verront leurs indemnités davantage imposées et les futurs chômeurs seront davantage taxés sur les indemnités de rupture conventionnelle.

Certes, tous ceux-là sont pauvres, mais ils sont si nombreux...

Viviane Lafont

Ukraine-Europe : une "aide" mortelle

Le chancelier allemand Friedrich Merz vient de se rendre à Kiev. Ce qui se voulait une « visite surprise » a été au contraire très organisé par ses propres services et ceux du président Zelensky.

La mise en scène a été soignée car Merz, affaibli politiquement chez lui, voulait redorer son image à l'étranger. Zelensky a donc fait accompagner sa visite par une musique d'ambiance : celle des sirènes d'alerte et des tirs de la défense aérienne.

Prenant la pose sur ce fond guerrier, Merz a dit apporter « tout notre soutien » à l'Ukraine. Et d'ajouter pour la presse que « nous ne nous laisserons pas intimider », pas même par « une attaque de drones survenant au moment même de notre visite ».

Se draper de courage quand on ne fait que passer est indécent, et même insultant pour les habitants de Kiev qui doivent vivre au rythme des bombardements quotidiens. Chaque nuit, ils se demandent combien d'heures ils dormiront avant que les sirènes ne hurlent, et si un drone ne va pas les frapper car, à la différence des Zelensky et compagnie, eux ne logent pas dans des bunkers tout confort.

La population ukrainienne, Merz s'en moque. Comme il y a peu Macron, il était à Kiev pour affaires. Et la brochette de chefs d'entreprise du secteur militaire allemand, dont Siemens Energy, Hensold, Diehl Defence, Quantum Systems, qui l'accompagnaient a pu s'en féliciter.

Prétendant aider Kiev, Merz a offert à ses industriels « un programme complet d'une valeur de plus de 1,3 milliard d'euros ». Cela va surtout de l'armement – production de drones antiaériens et de missiles pouvant frapper la Russie en profondeur – au soutien au secteur énergétique ukrainien. Dans ce cas, il s'agit d'un soutien à Siemens, qui joue au Bon Samaritain offrant, au prix fort, un manteau à l'Ukraine pour l'hiver, alors que l'armée russe a systématiquement détruit ses infrastructures fournissant de l'électricité et du chauffage.

Sur ce plan, les grandes puissances occidentales semblent se préoccuper des souffrances de la population ukrainienne. Non pas qu'elles découvriraient ce qu'elle endure, mais parce que ce terrain leur permet d'avancer leurs pions ou plutôt ceux de leurs groupes capitalistes. Dans le cas cité, plus que la prise de contrôle de ce qui reste du réseau énergétique ukrainien, cela concerne la signature d'énormes contrats d'équipements, qui enfoncent d'ailleurs encore plus les classes populaires ukrainiennes dans un gouffre de dettes dont elles ne pourront jamais se libérer.

Et il y a bien d'autres secteurs où leur situation est



Après les frappes russes sur une aciérie, le 30 septembre.

dramatique. Un responsable du géant minier et sidérurgique international Metinvest, un grand groupe privé ukrainien, vient d'annoncer que l'Ukraine, pour la première fois en un siècle, n'a pas produit une seule tonne d'acier sur l'année écoulée. La guerre a mis en effet hors service tous ses hauts fourneaux. Comme ce serait trop risqué financièrement pour eux, ni les groupes oligarchiques ukrainiens, ni le gouvernement de Zelensky, ni leurs soutiens de l'Union européenne (UE) ne veulent les remettre sur pied. Que leur importe si des dizaines de milliers d'ouvriers se retrouvent sans salaire et sans travail !

Un autre secteur sinistré est le transport ferroviaire. Faute de locomotives – la plupart ont été détruites par des drones –, il roule de moins en moins de trains, vient de reconnaître le ministre ukrainien des Transports. En plus des voyageurs, cela affecte grandement le transport de

marchandises. De même, toujours à cause de la guerre, les rares navires qui atteignent les ports ukrainiens de la mer Noire ne peuvent ni y décharger des produits indispensables à l'économie qu'on ne pourra acheminer, ni y charger des marchandises à exporter qui ne peuvent y arriver par train. Ainsi, les céréales et autres produits agricoles, que l'Ukraine fait pousser sur ses terres très fertiles, restent stockées à quai où elles pourrissent. C'est au point que, selon le ministre de l'Agriculture, le pays, déjà amputé de terres que les combats et les mines rendent impropres à toute exploitation, envisage encore de réduire de 20 à 30 % ses surfaces agricoles l'an prochain. Avec tout ce que cela signifie comme aggravation du chômage, des pénuries alimentaires et, surtout pour les classes populaires, la hausse des prix des denrées de base, alors que les salaires, misérables, ne suivent absolument pas l'inflation.

Même quand Merz, Macron et autres jurent qu'ils veulent « associer » l'Ukraine à l'UE, l'hypocrisie reste de mise. Il n'est pas question, disent-ils, de l'y faire entrer pleinement. Pas question non plus de la laisser exporter vers l'UE ses productions agricoles par route, puisque c'est impossible par mer. Cela léserait les intérêts de grands groupes agroalimentaires occidentaux, et puis la Pologne et la Roumanie, membres de l'UE, ont redit y mettre leur veto.

De Paris à Berlin et Londres, les dirigeants du monde capitaliste peuvent clamer qu'ils « aident » l'Ukraine, on voit ce qu'il en est : le pays s'enfoncé dans l'horreur et la population dans une misère sans fond, mais les puissances occidentales continueront à l'aider à tenir les armes qu'elles lui vendent. Cela, jusqu'au dernier Ukrainien capable de le faire. Pour le reste...

Pierre Laffitte



Christa Pike, en janvier 2023.

États-Unis : exécution ratée, barbarie assumée

Mercredi 30 septembre, Christa Pike, qui était depuis trente ans dans le couloir de la mort d'une prison du Tennessee, a subi par deux fois l'injection censée mettre fin à ses jours. Elle a survécu, mais a souffert pendant deux heures avant que les secours n'interviennent.

Elle avait assassiné à 18 ans une de ses amies. Elle-même, victime de violents répétés dans son enfance, élevée par une mère alcoolique et toxicomane,

souffrait de lésions au cerveau. Mais lors de son procès, son avocat n'a pas mis ces faits en avant. Christa Pike fait partie des plus pauvres, comme la plupart des 2 000 personnes, noires pour 40 %, qui attendent leur exécution, parfois depuis plus de vingt ans.

Alors que la peine de mort est abolie dans de nombreux États américains, certains gouverneurs ou sénateurs font au contraire de la surenchère, pensant ainsi rafler des voix auprès

de l'électorat réactionnaire. C'est le cas de Marsha Blackburn, sénatrice républicaine du Tennessee, favorite pour l'élection au poste de gouverneur de l'État, qui s'est précipitée devant les caméras pour réclamer l'utilisation de la chaise électrique afin de pallier l'échec des injections létales.

Cet acharnement dans l'assassinat légal de cette femme de 50 ans est tout un symbole d'une société dont la barbarie est sans limite.

Aline Urbain

Brésil : Bolsonaro, le retour

Au premier tour de l'élection présidentielle brésilienne, le 4 octobre, Flávio Bolsonaro, fils de l'ancien président d'extrême droite, est arrivé en tête avec 47 % des voix contre 45 % à Lula, actuel président et candidat du Parti des travailleurs (PT). Le taux d'abstention de 21 % a été élevé dans un pays où le vote est obligatoire.

En 2022, la victoire de Lula sur Jair Bolsonaro avait été présentée, et vécue par beaucoup de Brésiliens, comme un coup d'arrêt à l'extrême droite après quatre ans de pouvoir de Bolsonaro père, émaillé de scandales. On voit aujourd'hui qu'elle ne l'a pas été.

Jair Bolsonaro, condamné pour avoir tenté un coup d'État après son élection perdue, est

certain depuis 2025 sous bracelet électronique, décidément à la mode à l'extrême droite. Mais celle-ci n'a pas reculé, loin de là : elle progresse dans les élections de gouverneurs, de députés et de sénateurs et le fils Bolsonaro est donc en tête de la présidentielle.

Flávio Bolsonaro, en lien avec les milices armées de Rio ou avec le banquier Daniel Vercara, au cœur d'un énorme

scandale financier au Brésil, est soutenu par une grande partie de la bourgeoisie. Durant la présidence de Lula, que les médias patronaux accusent de « communisme », les idées d'extrême droite se sont renforcées, y compris au sein de la classe ouvrière, relayées notamment par les églises évangéliques. Les milices armées imposent leur loi dans bien des quartiers pauvres au nom de la sécurité. Des députés ouvertement pro-nazis regrettent la dictature militaire. C'est une campagne permanente qui renforce les idées réactionnaires, propatronales, racistes, sécuritaires, sexistes, homophobes.

La désillusion à l'égard des promesses de la gauche joue aussi son rôle. Les espoirs de ceux qui espéraient une amélioration ont été déçus. Lula promettait que « *le bifteck* [allait] *revenir sur la table des travailleurs* » : cela n'a pas été le cas. La majorité des plus pauvres continue de voter pour le PT de Lula, notamment parce que l'ancien syndicaliste de la métallurgie, qui a mené des grèves contre la dictature, a augmenté quelques aides, comme la « bourse familiale », et a supprimé l'impôt sur le revenu pour les salariés gagnant jusqu'à 5 000 reals soit 840 euros, le salaire minimum étant d'environ 270 euros. Cela compte dans un pays où près de 30 millions de personnes connaissent encore l'insécurité alimentaire. Or rien de tout cela ne touche aux profits des grands groupes capitalistes, ni n'arrête la montée de l'extrême droite. D'autant moins que Lula a comprimé les dépenses publiques et gouverné avec des partis du centre et de la droite, décourageant ses électeurs.

Même la reprise de revendications ouvrières par la gauche gouvernementale finit par se retourner contre les travailleurs. Ainsi, Lula avait annoncé que la fin de la semaine de six jours de

travail sur sept, appelée l'échelle « 6x1 », serait une priorité mais obtenue grâce à un accord avec le patronat. Le centre et la droite ont pu relayer les exigences patronales et marchandé leur vote : ils ont obtenu qu'il y ait une transition de quatorze mois, des horaires de travail modulables, la baisse des impôts patronaux et des exonérations sur les salaires. Mais le texte n'est toujours pas passé au Sénat et rien n'a changé avant l'élection. Si l'extrême droite revient au pouvoir, elle n'aura qu'à appliquer des mesures propatronales qui ont été préparées par le gouvernement de gauche. Elle parle déjà de supprimer le salaire minimum pour passer au salaire horaire.

Quel que soit le vainqueur du second tour le 25 octobre, la crise est là, et les capitalistes savent qu'ils pourront s'entendre avec le prochain président pour en faire payer le prix aux travailleurs et à la population.

Face à ce danger et à celui de la montée de l'extrême droite, les travailleurs ne peuvent s'en remettre à Lula et parier sur son éventuelle victoire électorale. Ils devront se mettre en situation de défendre eux-mêmes leurs intérêts plutôt que se fier à un sauveur suprême.

Gabriel Morel



La Favela da Rocinha à Rio de Janeiro.

Yémen : l'acharnement de la monarchie saoudienne

Le 4 octobre, l'Arabie saoudite a lancé une opération, appelée avec cynisme « Aube du Yémen », bombardant sans relâche la capitale Sanaa que contrôlent les Houthis.

« Cent avions de combat ont participé » à l'offensive et « 324 cibles de grande valeur » ont été détruites, a déclaré sur X le général Turki al-Maliki, porte-parole d'une coalition soutenue par la monarchie saoudienne. Celle-ci prétend intervenir en soutien à un gouvernement qui n'est qu'un ensemble hétéroclite de milices tribales. « Aube du Yémen » est en fait la suite de la guerre menée depuis mars 2015 par l'Arabie saoudite au Yémen, avec l'accord des États-Unis, pour rétablir un pouvoir qui lui était inféodé mais qui avait été massivement rejeté par la population. Sept années de

bombardements et de blocus ont entraîné le déplacement de dizaines de milliers de Yéménites, la mort de près de 400 000 personnes et une catastrophe humanitaire. Puis Mohamed Ben Salman, le prince héritier saoudien, a dû se résigner à une trêve en avril 2022.

La monarchie saoudienne n'a évidemment jamais renoncé à tenter de contrôler ce pays, qu'elle considère comme sa chasse gardée, mais force est de constater qu'elle n'est toujours pas parvenue à briser la résistance des Houthis. Le 5 octobre, ceux-ci ont attaqué à l'aide de drones, de missiles

balistiques et de missiles de croisière l'aéroport international de Riyad. Ils ont aussi visé une raffinerie d'Aramco à Rabigh, tout comme des sites militaires et des aéroports du sud du pays, selon leur porte-parole militaire, Yahya Saree.

Disant vouloir « assurer la protection aérienne du détroit de Bab el-Mandeb », essentiel pour le transport des hydrocarbures, le pouvoir saoudien continue de déverser des tonnes de bombes, quelles qu'en soient les conséquences. Encore plus de 184 000 personnes ont dû fuir, dont près de 4 000 ont gagné Djibouti après une dangereuse traversée du bras de mer, et des centaines de civils sont morts ou ont été blessés. Selon l'ONU, la famine représente

un danger imminent pour 14 millions de personnes, soit presque la moitié de la population. Les prix des denrées alimentaires augmentent fortement dans tout le pays, qui importe environ 90 % de la nourriture qu'il consomme. Le choléra et la rougeole menacent de gagner du terrain. Des produits médicaux vitaux manquent. Avant même cette nouvelle

escalade, seulement 60 % environ des établissements de santé étaient fonctionnels et la situation a empiré.

L'Arabie saoudite met toute sa puissance militaire en action pour écraser encore un peu plus un pays déjà exsangue. Elle bénéficie de la complicité des pays impérialistes, des États-Unis, mais aussi de la France.

Aline Retesse



Réfugiés yéménites à Djibouti.

Contre-budget du RN : comme promis au Medef

Mardi 6 octobre Marine Le Pen, accompagnée de son espéré futur Premier ministre, Jordan Bardella, a présenté à la presse ce qu'elle appelle un « contre-budget » à celui du gouvernement actuel.

En fait, son « contre-budget » n'est rien d'autre qu'une manière d'illustrer d'un côté son allégeance au grand patronat et de l'autre sa démagogie anti-immigrés. Elle avait promis aux représentants du grand patronat, lors des journées organisées par le Medef en août, qu'elle saurait tenir les cordons de la bourse de l'État. Et elle confirme. Elle, présidente, l'État réduira son endettement en faisant 140 milliards d'euros d'économie... sur le budget de 2032. Car elle veut se laisser du temps et surtout sait que, vis-à-vis du grand patronat, les promesses doivent être un minimum crédibles. Comment s'y prendra-t-elle ?

Avec « une rationalisation de l'État » ce qu'il faut traduire en une réduction drastique des budgets des services publics. Elle propose de « centraliser les recettes de la TVA » en supprimant

« plus de 120 taxes ridicules ou inutiles ». Qu'est-ce que cela peut signifier, si ce n'est une hausse de la TVA et la suppression d'impôts pour le petit et surtout le grand patronat ? En clair, elle fera payer de plus en plus aux plus pauvres les dépenses de l'État, via un accroissement de l'impôt le plus injuste, celui sur la consommation, la TVA, qui ne prend pas en compte la richesse de celui qui consomme.

Évidemment, elle promet « une reprise en main de la politique migratoire et l'instauration de la priorité nationale » et elle sous-entend qu'elle écarterait de l'aide sociale et des soins les travailleurs et les populations étrangères vivant en France, même si elles y travaillent et contribuent donc à la richesse produite, même si elles cotisent et payent des impôts ne serait-ce que via la TVA. C'est sa démagogie la plus abjecte, celle qui

pousse à faire d'une partie de la population ouvrière des boucs-émissaires.

Enfin, comme tout bon candidat démagogue, elle fait aussi des promesses destinées aux couches populaires, en réalité dérisoires : elle n'a fait aucune annonce pour lutter contre l'inflation par exemple, encore moins sur les salaires. Elle promet de soutenir financièrement ceux qui auront un troisième enfant, de revaloriser le congé de proche aidant ou encore la gratuité du permis de conduire pour les jeunes ayant un casier judiciaire vierge. Elle prétend raser gratis quelques poils de moustache et évidemment uniquement pour les « Français de souche ».

Les riches capitalistes seront-ils moins taxés ? Au contraire, elle propose de remplacer l'impôt sur la fortune immobilière, instauré par Macron et qui était déjà un recul par rapport au précédent impôt sur la fortune de Hollande, par un impôt sur la seule fortune « financière ». La spéculation immobilière ne ferait-elle donc pas partie de la spéculation financière pour Marine Le Pen ? Alors que les milliardaires ont déjà mille et une façons d'échapper à l'impôt quel qu'il soit, celui qui paierait encore un impôt sur « la fortune financière » serait vraiment à considérer comme l'idiote du village bourgeois !

Pour les travailleurs, son projet pourrait être résumé simplement : comme celui de Macron et des gouvernements précédents, mais en pire.

Pierre Royan

Procès Ménard : l'amour au temps du racisme d'État

Le 30 septembre, Robert Ménard, maire de Béziers et proche du RN et de Zemmour, est passé en procès pour avoir, en juillet 2023, refusé de procéder au mariage d'un couple dont l'homme, algérien, était sous le coup d'une obligation de quitter le territoire.



La victime de l'annulation de son mariage par Ménard.

En tant que maire, Ménard n'avait aucunement le droit de refuser ce mariage. Pour justifier sa position à l'époque, il avait déclaré au *Figaro* : « Il a 23 ans, il est Algérien. Ça sent le mariage blanc à plein nez », ce qui n'était rien d'autre que l'étalage du racisme le plus crasse. Le procureur de la République, qu'il avait saisi sur la « sincérité de l'intention matrimoniale », n'avait trouvé aucun indice dans ce sens et refusé de repousser le mariage. Mais Ménard s'était assis sur cette décision et, le 7 juillet 2023, devant les caméras de télévision convoquées pour l'occasion, il avait annulé le mariage prévu.

La vie du couple a alors basculé. Deux semaines plus tard, le préfet de l'Hérault expulsait le fiancé vers Oran, la jeune femme et ses enfants étaient l'objet d'un torrent de haine sur les réseaux sociaux.

Au procès, aujourd'hui, plus personne n'ose défendre l'hypothèse d'un mariage blanc, Ménard déclarant « Je ne me suis jamais intéressé à leur histoire d'amour ». Seul l'intéressait le coup politique qu'il pouvait en tirer. Quelle que soit sa condamnation, elle sera sans commune mesure avec les conséquences de sa décision pour une famille souillée, brisée et jetée en pâture.

Christian Bernac



Les cibles changent, pas les procédés

Mediapart ayant rendu publics les propos orduriers contre les Juifs que Jordan Bardella tenait en 2013 quand, jeune engagé au FN, il étalait son antisémitisme, celui-ci a crié au « faux grossier » et continué à le faire après la publication de preuves.

Ainsi, provenant de deux sources distinctes, les conversations de Bardella sont connues ainsi que les données Facebook

authentifiées via Meta et après extraction constatée par huissier. Malgré tout, Bardella a continué de tout nier et Marine Le Pen de lui maintenir sa confiance, du moins jusqu'à présent.

Quoi d'étonnant cependant. Ces révélations rappellent simplement ce que quinze ans de « diabolisation » cherchent à faire oublier. Le FN, fondé notamment par d'anciens Waffen-SS, des

ex-pétainistes et des militants de l'OAS, est devenu le RN. Marine Le Pen en a repeint la façade et l'antisémitisme a été remplacé dans sa propagande par la haine anti-musulmans. Mais c'est le même parti qui a construit son audience en spéculant sur les préjugés le plus ignobles, qui estime que ça marche et qui compte bien continuer.

E.G.

Lycée de Reims : deux classes, deux ambiances

Mercredi 30 septembre, pendant que des lycéens de Reims commençaient à se mobiliser et se faisaient gazer devant des établissements populaires comme Libergier, d'autres lycéens pouvaient déambuler tranquillement : ceux de Saint-Joseph.

Cet établissement privé catholique, fondé par les jésuites, fréquenté par les rejetons de bonne famille, organisait ses « olympiades ». À cette occasion, plus d'une centaine de lycéens ont pu marcher tranquillement dans les rues, derrière une croix de procession et

un drapeau français avec « Renaissance » et fleur de lys brodés en lettres d'or. Ils sont notamment allés provoquer les étudiants de l'antenne locale de Sciences Po. Devant ce qu'ils considèrent être un repaire de gauchistes, outre les insultes, des cris ont fusé venant de la tête du cortège : « droite, droite, extrême droite ! », « la France aux Français ! », « les Arabes dehors ! ».

Inutile de dire que ces lycéens-là n'ont à aucun moment été inquiétés par la police.

Correspondant LO

Les « rafles oubliées » de Marseille en janvier 1943 : des crimes sans responsables

Mercredi 30 septembre, après sept ans d'instruction, le Parquet national antiterroriste a qualifié de crime contre l'humanité les rafles du Vieux-Port de Marseille, qualifiées par les medias de « rafles oubliées », et la destruction du quartier Saint-Jean, menées en janvier 1943 par les autorités allemandes et celles du régime de Vichy.

Une enquête avait été ouverte en 2019 par le pôle du parquet de Paris spécialisé dans ce type de crimes imprescriptibles, suite à une plainte déposée par plusieurs survivants et descendants de victimes.

Entre les 22 et 24 janvier 1943, une série de rafles, parmi les plus vastes avec celle du Vel' d'Hiv, six mois plus tôt à Paris, a été conduite dans les vieux

quartiers de Marseille. Décidée par Hitler lui-même et par le dirigeant de la SS, Heinrich Himmler, cette opération, baptisée du nom de code Sultan, visait à détruire totalement ces quartiers où vivaient un nombre important d'immigrés italiens, grecs, arméniens, espagnols, nord-africains et sénégalais, ouvriers, marins, dockers ou artisans. À l'antisémitisme des

dirigeants nazis s'ajoutaient la xénophobie et la haine antiouvrière, partagées avec les dignitaires de Vichy. Ces derniers, de leur côté, voyaient sans doute dans la rafle l'opportunité de réaliser un vieux rêve de la bourgeoisie marseillaise : rayer brutalement un quartier populaire de la carte du centre-ville.

Supervisée par les autorités d'occupation, cette opération fut organisée avec la participation active de René Bousquet, alors secrétaire général de la police en France, et des principaux dirigeants de l'administration préfectorale de la région de Marseille. Plus

de 12 000 policiers, venus de Paris, Lyon et Toulouse furent mobilisés pour quadriller le quartier Saint-Jean, faire irruption dans les domiciles et dresser des barrages dans les rues.

Premières victimes de ces rafles, plus de 800 Juifs furent envoyés vers le camp d'extermination de Sobibor, dont aucun ne revint. À partir du 24 janvier, la totalité des 20 000 habitants du quartier Saint-Jean, enfants, femmes et hommes de tous âges, furent transférés dans des camps désaffectés de l'armée coloniale, à Fréjus, internés dans des conditions indignes, beaucoup dormant sur de la paille souillée. Au bout d'une semaine, la majorité fut renvoyée vers Marseille. À partir du 1^{er} février 1943 et pendant plusieurs semaines, 1 500 immeubles furent dynamités et rasés.

Si la justice a reconnu le crime contre l'humanité, l'enquête n'a pas permis

d'identifier des responsables encore vivants. L'un des principaux, René Bousquet, impliqué aussi dans l'organisation de la rafle du Vel' d'Hiv' en juillet 1942, fut acquitté après la guerre et, grâce à ses liens avec de nombreux dirigeants, dont Mitterrand, il put faire carrière dans la banque. Son assassinat en 1993 mit fin à une nouvelle instruction judiciaire ouverte près d'un demi-siècle après les faits.

Certains descendants des victimes entendent continuer à se battre pour obtenir de l'État français qu'il reconnaisse sa responsabilité. Ce serait en effet la moindre des choses. Mais, pour défendre son ordre social, la bourgeoisie a un tel besoin d'un appareil de répression capable de commettre les pires massacres que, 83 ans après les faits, il est toujours aussi difficile de le mettre en cause.

Marc Rémy



Habitant raflés dans le Vieux-Port de Marseille, le 14 janvier 1943.

TotalEnergies : profiteur de guerre et fier de l'être

Le 28 septembre, TotalEnergies tenait sa Journée investisseurs à New York. L'occasion pour son PDG, Patrick Pouyanné, de choyer les actionnaires.

Si le nombre exact de milliards qui vont garnir les poches de ses actionnaires pour 2026 demeure inconnu, il reste quelques beaux mois de profits de guerre d'ici la

fin de l'année, les chiffres sont déjà au beau fixe... et les planètes alignées pour plusieurs années. Sur fond de guerre en Iran et de crise généralisée, le groupe pétrogazier assure que, quoi qu'il arrive, les actionnaires de Total percevront 40 % des bénéfices.

Lors des réjouissances du 28 septembre, Patrick Pouyanné a été jusqu'à vanter les raffineries européennes qui « tournent toutes à plein régime et sont comme des mines d'or ». Pendant ce temps-là, les défenseurs de TotalEnergies, ministres, responsables politiques et médias, continuent à prétendre que

le groupe ne réalise aucun bénéfice en France et que le blocage des prix à la pompe est une œuvre de bienfaisance.

Quelques jours plus tard, Patrick Pouyanné a confirmé sa vision du monde dans une interview au *Financial Times* en déclarant : « Je préfère un monde de ruptures à un monde paisible. Il y a davantage d'opportunités, mais il faut disposer des actifs nécessaires. » En langage courant cela donne : pour une entreprise milliardaire, dans un secteur essentiel et bénéficiant des appuis nécessaires, les guerres, les famines et les destructions sont une bénédiction car elles sont l'occasion de fructueuses affaires.

Marlène Stanis



Famille Peugeot : beaucoup d'œufs dans beaucoup de paniers

La famille Peugeot a multiplié sa fortune en exploitant les travailleurs de l'automobile mais, à l'image de la plupart des grandes familles bourgeoises (De Wendel, etc.) ne dirige plus elle-même un groupe industriel, se contentant de payer grassement des PDG pour le faire.

La famille s'est donc reconvertie dans la finance, principalement deux holdings, Établissements Peugeot Frères (EPF) et Peugeot Invest (ex-FFP), ce qui est bien pratique pour ne pas payer trop d'impôts. Ainsi aujourd'hui la famille Peugeot et ses 300 héritiers ne possèdent plus que 7,7 % du capital de Stellantis, issu de la fusion de PSA avec Fiat-Chrysler. Mais elle a des participations dans de nombreuses sociétés, dont l'équipementier Forvia

(ex-Faurecia), participations qu'elle achète ou vend au gré de ses intérêts financiers. Elle a ainsi acquis des actions dans SpaceX, la société d'Elon Musk, par l'intermédiaire d'un fonds géré par une société américaine, Valor. Grâce à l'introduction en Bourse de SpaceX, les 10 millions de dollars investis il y a près de dix ans valent aujourd'hui vingt fois plus, 200 millions de dollars !

Grâce à tous ses montages financiers, la famille figure toujours parmi les 50 plus riches de France, avec une fortune estimée à 2,7 milliards d'euros. Elle sait ne pas mettre tous ses œufs dans le même panier, même s'ils proviennent tous d'une même poule aux œufs d'or : l'exploitation des travailleurs.

Étienne Hourdin

Restos du cœur : la misère déborde

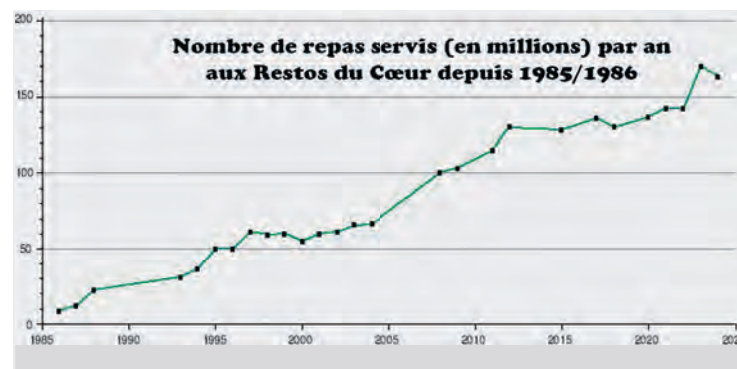
Le nombre de personnes faisant la queue aux portes des restaurants du cœur ne cesse d'augmenter, symbole de la grande pauvreté qui frappe de plus en plus la population. Les questionnaires remplis par celles et ceux qui y ont recours, dépouillés par cinq économistes, le prouvent chiffres à l'appui.

Entre 2018 et 2025 cinq millions et demi de personnes différentes ont eu besoin de l'aide alimentaire distribuée par les bénévoles de l'association, parfois sur une brève période mais pour certains beaucoup plus durablement. Entre ces deux dates, leur nombre a progressé de 37 % et, fait notable, le nombre de ceux qui

se déclarent à la rue, mal logés ou menacés de perdre leur logement, a crû de 62 %. Les enfants de moins de dix ans, amenés par leurs parents, constituent à eux seuls un quart des personnes concernées. L'étude jette aussi une lumière crue sur les causes de cette misère. L'augmentation du chômage ou la hausse du

prix des loyers dans une région suffisent à allonger les files d'attente des restaurants du cœur locaux.

Aujourd'hui, plus aucun travailleur n'a d'avenir assuré. La politique du grand patronat et du gouvernement se traduit pour beaucoup par une descente plus ou moins rapide dans la pauvreté, chacun s'adaptant comme il peut tant que cela est possible. Au bout du compte, la fraction la plus pauvre doit se tourner vers les Restaurants du cœur. Les mesures annoncées



dans le prochain budget vont encore aggraver la situation.

À la création des Restaurants du cœur en 1985, Coluche faisait chanter

« aujourd'hui, on n'a plus le droit d'avoir faim ou d'avoir froid ». Plus de quarante ans après, l'injustice s'est aggravée.

Daniel Mescla

Prime d'activité : souriez, vous êtes taxé !

Le projet de budget présenté par le gouvernement pour 2027 prévoit le gel du montant de la prime d'activité, normalement revalorisée en avril, et un nouveau mode de calcul qui lésa une partie des 4,7 millions de foyers touchant cette allocation.

Créée en 2015, cette prime, remplaçant à la fois le RSA activité et la prime pour l'emploi, est censée, selon la formule officielle,

« soutenir les travailleurs aux revenus modestes et encourager la reprise d'une activité professionnelle ». Et, comme d'autres aides aux salariés, elle épargne surtout aux patrons d'augmenter les salaires.

Le nouveau mode de calcul est une provocation supplémentaire. La prime d'activité est calculée sur le « montant net social » du salarié : salaires, aides diverses – l'APL par exemple –,

charges familiales. Dorénavant il faudra, selon ce futur budget, prendre également en compte des avantages tels que les participations des entreprises aux caisses complémentaires de santé, prévoyance ou retraite des travailleurs. Tout cela au nom du rétablissement de « l'équité entre les allocataires bénéficiant de ce financement employeur pour ces garanties et ceux qui n'en bénéficient pas » selon les

termes du gouvernement.

Le résultat serait, selon le gouvernement, une « légère » hausse de prime pour certains et une baisse pour d'autres alors que sa

dernière revalorisation aurait rapporté 50 euros à trois millions d'allocataires – même pas un plein de carburant...

Sylvie Maréchal

Lyon : 280 femmes et enfants menacés d'expulsion !

Depuis le 6 mars à Lyon, le collectif Solidarité entre femmes à la rue occupe un immeuble de 40 appartements laissés vides par la métropole, place de Milan, à proximité de la gare de la Part-Dieu, à Lyon.

Ce collectif est composé de femmes sans logement qui luttent pour leurs droits et une vie meilleure, pour

elles et leur famille. Cette occupation leur permet d'échapper aux violences auxquelles la rue les expose.

L'immeuble héberge ainsi 280 personnes, des femmes avec ou sans papiers ou demandeuses d'asile, dont certaines sont malades, et leurs enfants dont certains sont scolarisés et d'autres ont moins de 3 ans. Cette occupation leur a permis de trouver un toit et du temps pour souffler.

La métropole de Lyon est responsable de l'hébergement des mères isolées et des enfants. Mais à peine quelques jours après l'élection à sa tête de la LR Véronique Sarcelli, alliée de Jean-Michel Aulas, elle a engagé des poursuites judiciaires, sous prétexte que le bâtiment est dangereux. Selon le collectif, c'est faux : il est en bon état, et toutes les mesures nécessaires pour assurer la sécurité des lieux ont été mises en place. La justice a emboîté le pas aux

élus de la métropole en ordonnant l'évacuation sans délai du bâtiment occupé alors que le permis de le démolir n'a toujours pas été déposé.

Plusieurs mobilisations visant à obtenir la suspension de l'expulsion et des solutions de relogement pérennes ont été organisées, notamment en déployant des tentes sur la place Béraudier, devant la gare de la Part-Dieu, afin de montrer les conséquences dramatiques en cas d'application

de la décision d'expulsion. Le collectif demande à la métropole de suspendre cette « décision inhumaine » dont « les conséquences seraient dramatiques alors que les nuits se font de plus en plus froides ».

Malgré la menace d'une expulsion imminente, la détermination des femmes ne faiblit pas. Ces familles ne doivent pas se retrouver une nouvelle fois à la rue à l'approche de l'hiver : un toit c'est un droit !

Correspondant LO



Renault-Flins, Stellantis-Poissy : l'union fait la force

L'usine Renault de Flins et celle de Stellantis à Poissy comptent chacune encore aujourd'hui environ de 2 000 travailleurs. Mais toutes deux sont menacées de fermeture.

À Flins, Renault ne produit déjà plus de voitures et à Poissy, Stellantis arrêtera d'en produire fin 2028, peut-être même avant.

Depuis déjà quelque temps, des militants syndicaux de Stellantis à Poissy projetaient d'aller à la rencontre des travailleurs de Renault à Flins. En effet, l'annonce récente de l'abandon du projet d'une nouvelle

cataphorèse à Flins semble signifier à terme la fermeture de l'usine.

Avec la fermeture des deux sites, des milliers d'emplois directs et indirects seraient supprimés. Des travailleurs et leur famille pourraient se retrouver sans salaire et avec un avenir encore plus bouché pour les jeunes et pour les moins jeunes qui ne

trouvent déjà pas de travail dans la région.

À Poissy comme à Flins, les travailleurs ont besoin de garanties pour leur avenir. À Poissy, les revendications établies en assemblée générale sont simples : que chacun, quels que soient son âge et sa situation personnelle, ait une solution après la fermeture de l'usine. Il faut une préretraite digne, un travail dans le groupe ou ailleurs. Cela implique que des formations, des reclassements corrects et une prime supra-légale, à la hauteur des années passées à trimer pour des salaires bien trop bas, soient prévus.

Les mêmes discussions ont lieu parmi les travailleurs et les militants à Renault Flins.

Mardi 6 octobre, avant de se rendre à la manifestation lycéenne à Paris, un groupe de 25 militants syndicaux de Poissy s'est rendu à Flins. Ensemble, avec des militants de Renault, ils ont distribué un tract aux autres travailleurs. Les discussions ont été nombreuses. Beaucoup sentant bien que face aux attaques patronales, il faut s'unir. Effectivement, à Stellantis comme à Renault, les travailleurs ont les mêmes intérêts à défendre, et en priorité leur droit à l'existence. Cette prise de contact très positive en appelle bien d'autres.

Correspondant LO



Mobilisation des travailleurs d'EDF, le 15 septembre à Gravelines.

Industries électriques et gazières : le recul du gouvernement

En juillet, le gouvernement avait annoncé vouloir réformer « le tarif agent » des travailleurs des industries électriques et gazières.

Instauré depuis 1946, celui-ci leur permet de payer moins cher l'électricité et le gaz qu'ils consomment à domicile. Le ministère vient de reculer face à leur mobilisation.

Le 15 septembre, les travailleurs de l'ensemble de ces industries, bien qu'aujourd'hui divisés en plusieurs entreprises distinctes, répondaient par une grève massive, suivie à 77%. Ce succès montrait que l'attaque ne passait pas et ne passerait pas.

Les quatre syndicats du secteur appelaient à entrer en grève et durcir le mouvement à partir du 6 octobre. C'était aussi le jour où des manifestations de lycéens et étudiants allaient déferler dans le pays. Le gouvernement, impuissant à juguler le mouvement de la jeunesse, préférerait visiblement ne pas courir le risque d'une extension à un secteur du monde du travail.

Le 2 octobre, le gouverne-

ment a donc reculé. Dans une lettre aux syndicats, le ministre du travail, Jean-Pierre Farandou, et la ministre déléguée à l'énergie, Maud Brégeon, assuraient que : « Aucune remise en cause, aucune réforme du tarif agent, n'est envisagée ni ne sera conduite par l'exécutif. »

À juste titre, nombre de travailleurs de l'énergie n'en souhaitent pas moins participer aux manifestations et aux grèves le 6 octobre et continuer la lutte. Les raisons du mécontentement, en particulier sur les salaires, sont toujours là. Et il est évident, au-delà de la question du « tarif agent », que l'ensemble des travailleurs est visé par l'offensive gouvernementale et qu'ils doivent y réagir ensemble.

Ce premier recul du gouvernement montre qu'il craint les mobilisations des travailleurs. C'est bien cette voie qu'il faut suivre.

Correspondant LO



Rassemblement contre la fermeture de Stellantis Poissy, le 23 avril.

Chômage fiscal et perte de salaire

Stellantis a annoncé la mise à l'arrêt de quatre usines en France à partir de fin octobre.

Les sites de Sochaux et Rennes s'arrêteraient pendant une semaine et ceux de Poissy et Mulhouse deux semaines.

Cela concerne 8 400 embauchés et 1 900 intérimaires, soit plus de 20 % des effectifs de Stellantis en France.

À écouter la direction de Stellantis, il manquerait certains types de batteries, du fait de son fournisseur ACC qui n'en livrerait pas suffisamment dans un contexte d'augmentation

de la demande de voitures électriques. Mais comme quasiment à chaque fin d'année, il s'agit en réalité pour Stellantis de vider les stocks de voitures, afin de diminuer l'impôt sur les sociétés. Dans les usines, les travailleurs appellent cela le « chômage fiscal ».

Quoi qu'il en soit, le chômage va entraîner une grosse perte de salaire, l'indemnité chômage correspondant à 70 % du salaire brut, c'est-à-dire environ 80% du net,

majoritairement financé par l'État. Pour les intérimaires, c'est encore bien pire. La plupart d'entre eux ne toucheront rien pendant les semaines d'arrêt. À l'usine de Poissy, des intérimaires ont même vu leur contrat arrêté une semaine plus tôt que prévu. Comment peut-on vivre avec un demi-salaire ?

Le chômage, c'est la décision du patron, c'est donc son problème. Les factures, elles, ne chôment pas. Il n'y a aucune raison de perdre de l'argent sur la paye.

Correspondant LO

Nantes : accident mortel de vie chère

Après un accident de trottinette électrique, lundi 21 septembre à Carquefou dans la périphérie de Nantes, un travailleur d'une quarantaine d'années est décédé des suites de ses blessures.

En passant à la station-service quelques jours plus tôt, il avait renoncé, comme beaucoup d'autres travailleurs, à se rendre au travail en voiture.

À cause de la hausse brutale des prix des carburants, de plus en plus de travailleurs n'utilisent même plus du tout leur véhicule. Les accidents de la route comme celui-là, qui se multiplient, ne sont pas des « faits divers » ou des cas isolés liés au hasard ; ces travailleurs sont à inscrire sur la liste des victimes de l'inflation et de la vie chère.

Correspondant LO

La Poste : halte aux fermetures de bureaux !

La Poste envisage de fermer 441 bureaux de Poste, dont elle a remis la liste aux organisations syndicales. Ils seraient supprimés ou transformés en agences postales ou en points relais chez des commerçants.

Cela fait des années que La Poste restreint ses services aux usagers. Entre 2005 et 2025, elle a fermé 20 % de ses bureaux, au rythme de 344 par an. Bien souvent la fermeture est anticipée par une réduction des horaires, et quand La Poste prétend qu'elle maintient une présence, cela relève de la plus parfaite hypocrisie. Bien des opérations ne sont pas effectuées chez les commerçants, en particulier les opérations bancaires. Quant à l'alibi selon lequel toutes les opérations seraient effectuables par internet, il est du même acabit. Toute une partie de

la population n'est pas familière avec les opérations en ligne et a un besoin vital du contact avec un être humain capable de lui donner des explications. Il faut donc en cas de fermeture se rendre à des dizaines de kilomètres, ce qui a un coût en particulier du fait de la hausse du prix des carburants

Les postiers sont tout autant victimes de cette politique. Lorsqu'un bureau ferme, ceux qui y travaillaient se voient proposer un autre poste, où bien souvent ils prennent la place d'un intérimaire ou d'un postier en CDD. Cela ne s'appelle pas des licenciements, mais c'est

tout comme. Le nombre de postiers ne cesse de baisser, dans les villes importantes comme dans les campagnes, les départs en retraite n'étant pas remplacés. Ce n'est pas fini puisque La Poste prévoit de supprimer 30 000 emplois d'ici 2030 sur les 160 000 existant encore aujourd'hui. Cela se traduit par des tournées à rallonge pour ceux qui restent et des conditions de travail de plus en plus dures. Le courrier autrefois distribué tous les jours ne l'est plus aujourd'hui qu'un jour sur deux, l'absence d'un facteur peut se traduire pour les usagers par des boîtes à lettres vides pendant plusieurs semaines, la seule solution étant alors d'aller chercher eux-mêmes leurs lettres au Centre de distribution.



Rassemblement contre les suppressions d'emplois et la fermeture déguisée des bureaux de poste à Brest, le 29 septembre.

La Poste met en avant la baisse du trafic à cause d'internet, mais les protestations des usagers comme des maires des communes concernées montrent bien qu'il s'agit d'un alibi. La Poste veut simplement faire plus de profits et dépasser les 1,5 milliard d'euros de bénéfices réalisés en 2025. Les recettes pour y arriver sont les mêmes que dans n'importe quelle entreprise capitaliste, consistant à réduire les effectifs et à supprimer les services jugés non rentables, comme l'existence d'une partie des

bureaux de Poste. Le fait que La Poste soit une entreprise à capitaux d'État n'y change rien, mais la résistance des postiers comme des usagers pourrait par contre y mettre le holà.

Daniel Mescla



Dans les bulletins Lutte ouvrière

Rien ne marche

Même pour rentrer dans l'usine ou en sortir c'est compliqué. Il y a 15 jours un portillon sur deux ne marchait pas et cela occasionnait des attentes pénibles...surtout pour sortir de l'usine.

Des toits qui fuient, des machines qui tombent en rade, à la ML la canicule en été et la glaciation en hiver... décidément, on a les mêmes problèmes que les lycéens. Et si on faisait comme eux ?

Stellantis Metz

Ça va de soi

Les douches au bât. K sont fermées, il est indiqué qu'il faut aller au bât. E se doucher. Au bât. E, elles sont fermées.

En équipe d'après-midi, il faudrait commencer dès 13h30 le tour des douches ouvertes de l'usine, en tongs de sécurité bien sûr.

Renault Cléon

La direction organise le chaos

Au lieu de recruter des brancardiers de jour en Radiologie, la direction choisit de boucher les trous avec... des brancardiers du Brancardage central, eux-mêmes en sous-effectif depuis des années ! Et c'est ainsi qu'au Brancardage central, on se retrouve à deux au maximum par équipe, parfois tout seul, pour tout l'hôpital. À part saboter notre travail, la direction sait faire autre chose ?

Hôpital Saint-Louis

Sanofi : à la santé des actionnaires

Après avoir vendu, début 2026, le site de Maisons-Alfort qui produisait le Lovenox, la direction de Sanofi a annoncé en septembre la cession de cette marque et de 19 autres produits au groupe allemand Cheplapharm.

Dans cette grande braderie, trois sites de production sont directement vendus : Ploërmel en France, Jurong à Singapour et Csanyikvölgy en Hongrie. En échange, Sanofi prend 26 % des parts de Cheplapharm. L'entreprise française de Big Pharma vivra des rentes de ce groupe et lui sous-traitera les coûts des futurs plans de restructuration. Les dirigeants de Sanofi, richesissime multinationale qui a fait 8 milliards d'euros de

bénéfices en 2025, se fichent de l'importance de ces traitements pour les malades comme de l'avenir des centaines de travailleurs qui les fabriquent : leur boussole, ce sont les profits du groupe et les dividendes des actionnaires.

Le cas du Lovenox est révélateur. Cet anticoagulant, lancé à la fin des années 1980, est indispensable dans le traitement des thromboses et est quotidiennement utilisé dans les

hôpitaux. Il a fait la fortune de Sanofi pendant des années, aux frais des hôpitaux et des malades, grâce à des prix délirants protégés par son brevet, puis à sa situation de quasi monopole sur le marché européen. Il est aujourd'hui tombé dans le domaine public et, depuis le Covid, il est concurrencé par des médicaments produits à moindre coût. Le résultat est que le Lovenox ne permet plus d'atteindre les marges indécentes exigées par les actionnaires. Alors qu'en 2025, l'ensemble des molécules cédées à Cheplapharm représentaient 1,2 milliard de chiffre d'affaires et rapportaient 500 millions d'euros, soit une rentabilité de plus de 40 %, les ventes sont désormais en baisse. Sanofi a perdu la moitié des parts du marché et préfère vendre avant que la dégringolade ne continue.

Cette vente rappelle que le but de Sanofi n'est pas de produire des médicaments mais des profits. En plus des cessions déjà prévues, les travailleurs des sites Sanofi de Tours, Aramon, Sisteron et Ambarès sont inquiets pour l'avenir : même s'ils restent dans le groupe Sanofi, leur production dépend des produits cédés à Cheplapharm.

Face aux attaques de ce rapace de la finance, la fédération CGT de la chimie ainsi que des responsables politiques de gauche voudraient s'en remettre à un partenariat public privé. Mais pour les travailleurs de Sanofi qui sont 100 000 dans le monde, l'urgence est de combattre les illusions dans l'action de l'État, et de préparer un plan de bataille contre les attaques du patron.

Correspondant LO

CPF : à vos frais !

Le gouvernement prévoit de porter à 350 euros le reste à charge du compte personnel de formation pour les formations jugées « non prioritaires ».

Instauré à 100 euros

en 2024, ce reste à charge avait déjà été porté à 150 euros en avril 2026.

À ce rythme, le CPF finira par mériter son nom : personnel, parce qu'il faudra tout payer soi-même !

E. G.

C. JULIEN GATE



Contre la vente du site Sanofi de Maisons-Alfort, le 10 septembre 2025.

Schaeffler – Toulouse : l'automobile rapporte, l'armement aussi !

Le groupe Continental, qui produit des pneus et des composants électroniques et mécaniques pour l'automobile, a été divisé en plusieurs sociétés dont Aumovio et Schaeffler.

Ces deux groupes, contrôlés par la famille Schaeffler, des milliardaires allemands, ont annoncé leur intention d'utiliser une partie de leurs capacités industrielles à produire de l'armement. Un partenariat a d'abord été conclu entre Schaeffler et la société toulousaine

Delair. Il débouche sur la fabrication de drones militaires à partir de novembre sur le site de Boussens, au sud de Toulouse. De 30 à 50 salariés seraient employés dans cette activité. Schaeffler évoque les « turbulences qui traversent le monde automobile » pour se diversifier dans

l'armement. Le partenariat est soutenu par le conseil régional socialiste d'Occitanie, qui a accordé à Delair un million d'euros et une assistance technique, et promet de lui verser encore des subventions en octobre. Dernièrement, le groupe Aumovio a annoncé aussi son intention de se diversifier dans la production d'armement. Une partie des capacités de recherche et de

production du site de Toulouse, entre autres, serait orientée vers ce secteur. La direction explique que, s'ils sont qualifiés pour produire des composants électroniques pour l'automobile, ils peuvent aussi en fabriquer pour des drones ou autres engins militaires. Elle vise des partenariats avec d'autres entreprises comme Safran, Thales et des start-up. Elle va demander des financements

à France 2030, un fonds de 54 milliards créé par Macron, destiné aux PME et à la transition écologique ! Et voilà comment la famille Schaeffler va pouvoir capter des milliards d'argent public de l'État ou de la région, sous forme de subventions suivies de commandes. Des rentrées qui s'ajouteront aux milliards sur lesquels ils sont déjà assis.

Correspondant LO



Nos lecteurs écrivent Quand on travaille pour Sodexo...

Cela fait plusieurs années que je travaille pour Sodexo, en cuisine, dans des structures médico-sociales. Dès mon premier jour de travail sur mon site actuel, j'ai découvert que je ne devais pas être juste cuisinière, mais aussi faire la plonge pour 90 résidents... et cela, seule ! Mon quotidien a ainsi été rythmé par une course entre la vaisselle de la veille et celle du midi, en n'oubliant pas les chariots à livrer sur chaque point de restauration du site ni les palettes à décharger en me cassant le dos. Et cela, sans

parler des préparatifs normaux en cuisine. Il y a quelque temps, je me suis retrouvée avec une « promotion » me rendant responsable de site, ce qui rajoute de la pression, même si la plonge se fait désormais à deux. Je dois concevoir des menus adaptés aux résidents et souvent former des collègues intérimaires tout en rendant des comptes aux chefs. Et le nombre de convives a augmenté. Ce qui permet de tenir lorsque nous sommes débordés est la solidarité des collègues de la structure, qui acheminent eux-mêmes des

chariots, coupent le pain voire m'aident parfois à la plonge, même s'ils ne sont pas payés pour ça. Il y a un mois, Sodexo a annoncé la suppression de 1 097 emplois en France. Cela concerne surtout les prisons, l'armée et le scolaire. Mais cela touche également le secteur médico-social : en effet, la direction de Sodexo cherche à limiter au maximum l'intérim et les remplacements. Elle nous demande de soutenir son plan de licenciements. Elle s'est mise à gérer les remplacements via une plateforme, mais beaucoup de ces collègues ne sont



Le 22 septembre, devant le siège de Sodexo.

pas formés aux particularités du secteur. Pour moi, cela signifie des pauses déjeuner désormais presque impossibles à prendre. Cerise sur le gâteau, je me vois proposer des formations sur le bien-être au travail ! Voilà à quoi aboutit la politique de sous-effectif de Sodexo,

qui a le culot de se dire embêté par l'augmentation des accidents de travail ou des arrêts maladie ! Ses actionnaires se paient littéralement leurs dividendes en hausse sur le dos cassé des travailleurs ! Cuisiner est un beau métier, mais à quel prix ?

Une lectrice

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel. Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre. Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée quatre-vingt-dix-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: Anne-Laure Assayag, Nathalie Rossi, Stephen Goldberg. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 9 900 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n°1029 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries Lyonnaises de presse) - Dépôt légal octobre 2026.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX.

Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne

peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière ☐ Lutte de classe ☐

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
Destination	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €
Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.			

Sur Internet
www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Audio-LO www.lutte-ouvriere-audio.org

Espagne : à défaut de se loger, on pourra voter...

Le 5 octobre, le mouvement de révolte face à la crise du logement, qui a envahi les rues en Espagne, a poussé le Premier ministre Pedro Sanchez à dissoudre le Parlement pour espérer tirer son épingle du jeu, du moins sur le plan électoral.

Le 23 septembre et les jours suivants, l'expulsion d'une octogénaire de son appartement, l'expulsion de trop, a fait descendre dans la rue des centaines de milliers de personnes à travers le pays. À Madrid, la place de la Puerta del Sol est toujours occupée par des dizaines de tentes, dans une espèce de meeting permanent qui rappelle les occupations de places du mouvement des Indignés en 2011. Sous les fenêtres du gouvernement régional et à 600 mètres du Congrès des députés, des mal-logés et des militants du Syndicat des locataires crient leur colère ; des travailleurs, des jeunes, des

retraités, des syndicalistes, des associations viennent soutenir le mouvement et raconter parfois leur propre lutte.

Premier succès de cette mobilisation, au bout de quelques jours, l'expulsion de la vieille dame était annulée et celle-ci pouvait rentrer chez elle. Sa deuxième réussite a été d'imposer le problème du logement comme le sujet crucial, effaçant la campagne anti-migrants qui sévissait jusque-là dans les médias et obligeant le gouvernement à faire mine de légiférer en urgence.

Sans majorité au Parlement, Pedro Sanchez savait

UE : la chasse aux migrants est ouverte

Le 1^{er} octobre, les ministres de l'Intérieur réunis dans le cadre du Conseil de l'Union européenne ont ratifié, après le Parlement européen, le règlement sur les retours qui durcit encore le traitement infligé aux réfugiés déclarés illégaux et à leurs familles.

Sur les vingt-cinq pays participant au vote, il ne s'en est trouvé qu'un, l'Espagne, pour voter contre, le représentant belge s'étant abstenu. Quasiment comme un seul homme, les représentants des États européens ont voté pour accélérer les expulsions, y compris celles d'enfants, le recours à la rétention pouvant aller jusqu'à deux ans, après arrestation n'importe où, au travail, à l'école, à l'hôpital... Leur vote autorise aussi la déportation de ces réfugiés vers des « centres de retour » situés dans des pays extra-européens, des « hubs » qui permettraient – s'ils sont mis en place – de les parquer hors de la vue des pays expulseurs, quelle que soit leur destination finale et le traitement qu'ils subiraient à leur retour.

Ce règlement est honteux. Il est d'autant plus absurde que, selon les propres déclarations du commissaire européen aux

affaires intérieures et à la migration, « les réformes migratoires européennes fonctionnent, les chiffres le prouvent » et que, aux dires de l'agence Frontex, les entrées dites irrégulières en Europe ont chuté de plus de moitié depuis deux ans. Alors, viser « l'efficacité des retours », ainsi que le règlement le prétend, relève essentiellement de l'affichage politique.

Dans cette forteresse érigée où les gouvernements sont de plus en plus influencés par l'extrême droite, où pourtant les populations vieillissantes ne peuvent que se réjouir de l'arrivée de jeunes hommes et femmes pleins de vie, le positionnement antimigrants apparaît de plus en plus comme la norme. Au point que, candidats aux élections, les politiciens de droite et d'extrême droite rivalisent d'énormités xénophobes dans leurs campagnes.

Mais renforcer les frontières, c'est comme tenter d'arrêter l'évolution de l'humanité. Quoi qu'en pensent les imbéciles, les hommes bougent, vont là où l'on peut vivre, là où les guerres que la soif de domination a provoquées n'ont pas encore tout détruit. Et c'est bien ainsi.

Viviane Lafont



Madrid, septembre 2026. Sur la banderole appelant à la grève générale, les revendications du Syndicat des locataires : « Baisse des loyers de 50 %, expropriation des fonds voutours, baux indéfinis ».

pertinemment que ses décrets suspendant les expulsions et limitant l'augmentation des loyers avaient toutes les chances d'être rejetés ; lui et ses ministres se sont soudain transformés en virulents défenseurs du droit au logement des classes populaires contre les fonds voutours, apprenant même l'usage du mot « capitalisme ».

En annonçant la dissolution du Parlement et la tenue d'élections législatives

le 29 novembre, Sanchez cherche bien sûr à éteindre la mobilisation en l'orientant vers une voie de garage. Il essaie aussi de limiter les conséquences du discrédit de son gouvernement en rejetant la faute sur la droite, qui a voté comme un seul homme contre des mesures censées soulager les locataires. Sanchez martèle désormais la nécessité d'une « majorité progressiste beaucoup plus large » pour pouvoir légiférer avec

les coudées plus franches dans l'intérêt des classes populaires.

Cela ne pourra faire oublier qu'en huit ans de gouvernements « progressistes » dirigés par le Parti socialiste, la crise du logement n'a fait qu'empirer. Même si Sanchez réussit à renouveler son bail de Premier ministre, les centaines de milliers de victimes de la crise du logement ne pourront s'en contenter.

Laura Samos

CMA CGM : même pas la reconnaissance du ventre

Le projet de budget 2027 veut reconduire la taxe exceptionnelle sur les bénéfices des très grandes entreprises, en diminuant toutefois son taux.

Cela provoque naturellement la colère des grands patrons et une vive réaction de Jacques Saadé, dirigeant et propriétaire de la compagnie maritime CMA CGM, multimilliardaire et troisième au monde dans le transport par conteneurs.

En 2025, CMA CGM avait payé 500 millions d'euros de taxe exceptionnelle. En 2026 elle en a été exonérée, sous prétexte que les armateurs ne ressortissent pas à l'impôt sur les sociétés (IS) mais à la taxe au tonnage. Pour 2027, le projet crée donc une catégorie spéciale pour eux, et CMA CGM devrait payer entre 200 et 300 millions d'impôts exceptionnels, soit 8 % de son bénéfice. L'année 2026 promet d'être moyenne, avec entre 2 et 3 milliards d'euros seulement de bénéfices, contre, par exemple, 25 milliards en 2022. Saadé fait donc sa grosse colère et revient sur son engagement d'immatriculer sous pavillon français les sept porte-conteneurs

géants en commande pour les années qui viennent.

D'après l'armateur, immatriculer un de ses navires au Registre international français (RIF) coûte deux millions de dollars par an de plus que l'enregistrer à Malte. « Nous assumons ce surcoût, qui est un acte de confiance envers le pavillon français et un engagement concret en faveur de la souveraineté de notre pays » affirmait pourtant Saadé en juillet. Un engagement toutefois très limité car, sur les 650 navires de la compagnie, 450 en propriété et 200 affrétés, 33 seulement sont immatriculés au RIF !

Un navire a besoin d'être immatriculé quelque part pour avoir un statut légal, être assuré, payer son équipage, conclure des contrats, etc. Les armateurs comme CMA CGM prétendent faire la balance entre ce que coûte le pavillon et les services qu'il offre. Dans son cas, pour tous ses navires, sauf 33, le pavillon

de complaisance, à Malte ou ailleurs, ne lui coûte pas grand-chose et l'État français lui offre, malgré tout, tout ce dont il peut rêver : un soutien financier allant jusqu'au renflouement ; une représentation diplomatique et des contrats conclus sous l'aile du président en exercice ; des ports reconstruits à la mesure de ses bateaux ; des lois spéciales quant aux impôts, aux aides, à la motorisation et à la décarbonation ; des facilitations dans le développement tout azimut des affaires du groupe. Cela va jusqu'à la protection militaire des bateaux de la compagnie dans les zones de guerre, quel que soit le pavillon qu'ils arborent.

Pourtant, lorsque Lecornu et Macron demandent à CMA CGM un petit geste politique, participer à la fiction d'un effort budgétaire partagé par tous, Saadé les envoie sur les roses. Il n'est pas tous les jours facile d'être les larbins d'un des capitalistes les plus puissants du pays.

Paul Galois